



Pour dénoncer les expulsions ici et ailleurs, les camps, les déportations

Soutenir les habitant·e·s et les exilé·e·s, vivre avec elles·eux

Nous manifestons aujourd'hui pour opposer la joie à la honte de la France et de l'Europe

Notre cortège festif se dirige vers le squat pour une cantine de soutien sur place

LE SQUAT DU 4 BIS AVENUE DE LA RÉVOLUTION MENACÉ D'EXPULSION



“ Quand j'ai téléphoné au 115 ils m'ont hébergée à l'hôtel, il y avait des punaises de lit. Et mes enfants sont allergiques aux punaises de lit. C'était la galère on n'a pas pu rester plus d'une semaine. Après ils nous on changé d'hôtel et je suis tombée dans un hôtel où la dame elle ne voulait plus entendre aucun bruit. Même la sonnerie du téléphone elle ne voulait plus l'entendre. Et même pendant le confinement elle frappait sur ma porte et elle me disait : vous devez être calme, vous ne devez pas parler. Parce que l'isolation était mauvaise. Je pensais qu'elle exagérait mais une fois j'étais dans son bureau et j'ai entendu les enfants, malgré qu'ils parlaient doucement, elle entendait tout en fait. En fait c'était le confinement et on n'avait pas le droit de sortir et pas le droit de cuisiner chez nous, alors c'était impossible. ”

“ Elle n'était pas libre de recevoir des gens chez elle, ou de sortir chez des gens. Ici elle a trouvé sa liberté, elle peut cuisiner chez elle, elle peut faire tout ce qu'elle veut, parce qu'elle est chez elle. ”

“ C'est mieux que le foyer, parce qu'ici on fait la cuisine, on fait à manger le matin, le midi, le soir. Au foyer, non, je peux pas. Quand j'habitais au foyer, je devais aller jusqu'au Secours catholique pour faire chauffer le biberon de ma fille à 6h30 du matin et le secours catholique il n'ouvre qu'à 9 heures. Et la pluie et le froid...”

“ Ici quand même c'est mieux parce qu'on est libre, on est libre. On est tranquille, y'a pas de bagarres...”

Si on est expulsés, on va où?



“ Ici il y a de la liberté plus qu'à l'hôtel, parce que même si tu as des amis dehors ils ne peuvent pas venir te rendre visite et puis c'est l'heure encore. L'heure, il y a des heures pour entrer et sortir, on calcule tout ça. Mais ici non, tu rentres comme tu veux, à n'importe quel moment, on ne te gêne pas, rien. ”

“ Tout le monde, quand on choisi de quitter son pays c'est pour aller mieux pas pour aller plus mal. Au départ tout le monde est passé par ça. On souffre un peu, on a des difficultés, on va pas trouver tout de suite tout construit pour nous, ça on comprend, mais il ne faut pas que ça dure trop longtemps parce après ça devient un peu...difficile... oui. ”

“ Je mange ici, je me lave très bien, je fais tout ce que je veux. À la gare je ne peux pas faire ça, il n'y a pas de cuisine et je ne peux pas me laver là-bas. ”



Depuis plus d'un an, le squat du 4 bis avenue de la Révolution à Limoges est ouvert pour accueillir les exilé·e·s qui n'ont aucune autre solution de logement, suite à l'expulsion du squat du CRDP à Vanteaux.

La vie est organisée sur le lieu, 15 mois de vie collective a permis d'apprendre à se connaître, et trouver comment se comprendre. Les réunions hebdomadaires permettent débats, prises de décision et gestion du lieu (nettoyage des communs, gestion et tri des déchets par exemple). De nombreuses activités rythment le quotidien : la cantine le mercredi soir, les cours de français, l'atelier couture, le jardin potager, etc.

Début septembre, la trentaine d'enfants qui vivent au squat ont pu faire leur rentrée scolaire sereinement (de la maternelle au lycée), après avoir passé l'été à Limoges. Heureusement la cour du squat est grande et c'est un immense terrain de jeux.

Malgré la bonne entente et le calme, la situation demeure instable, causée par les situations administratives personnelles complexes et par la menace d'expulsion qui pèse sur le lieu.

Nous ne sommes pas restées sans rien faire, nous avons engagé un dialogue avec le Préfet de la Haute-Vienne durant la crise sanitaire lorsque la DDCSPP (Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations) a demandé à rencontrer les habitant·e·s du lieu pour proposer des solutions de relogement très temporaires : la durée de la période du confinement.

Lors de la rencontre avec Madame Muller (DDCSPP), le collectif des habitant·e·s a exprimé un refus collectif d'être relogé à l'hôtel car c'était l'unique solution proposée. Et on sait trop que les hôtels sont minuscules, infestés de punaises de lit et que l'on a pas le droit de cuisiner. En revanche les habitant·e·s ont formulé au Préfet une demande de régularisation pour tous les habitant·e·s du squat, ainsi que la réquisition du lieu.

Pour rappel, à l'issue du procès nous avons été autorisé·e·s à demeurer sur les lieux jusqu'au 15 juillet 2020. Le 16 juillet, l'huissier mandaté par les propriétaires (une filiale de Vinci) est venu nous délivrer l'ordonnance de quitter les lieux. À partir de cette date là, nous avions deux mois pour partir. Ce qui nous renvoyait au 16 septembre, date à partir de laquelle, ce même huissier de justice viendra constater que le lieu est toujours occupé. Il pourra alors s'adresser alors au Préfet pour demander le concours de la force publique (la police) pour procéder à l'expulsion du lieu. Les habitant·e·s sont désormais suspendus à la décision du Préfet et ils sont inquiets : L'expulsion c'est la destruction d'un lieu de vie, d'une structure collective, d'une vie stable. C'est la certitude de l'isolement et de la précarisation des personnes et des familles. Et en plus c'est la peur d'être abandonné et exposé au risque d'être atteint par l'épidémie qui menace.

Non aux expulsions des personnes et des lieux de vie



De quelle précarité parle t'on ?

Il a été reproché au collectif de soutien d'avoir *“installé durablement dans la précarité”* les personnes habitant au squat du 4 bis avenue de la Révolution lors d'un échange avec les autorités préfectorales. Mais ce mot de précarité, utilisé fréquemment pour toute sorte de situations doit être précisé. Dans le champ des sciences sociales, la précarité est usuellement définie comme *“une incertitude de conserver ou de récupérer une situation acceptable dans un avenir proche”* [wikipédia]

Parlons alors de ce que pourrait être la précarité qui touche les habitant-e-s de ce squat, et de manière plus générale toutes les personnes en exil auxquelles est refusée la régularisation en France et en Europe.

Concrètement il s'agit du fait d'être privé-e-s d'un ensemble de libertés et de sécurités élémentaires : Celle de choisir où et quand dormir, quand et quoi manger, mais aussi celle de créer des liens sociaux.

L'absence de ces sécurités élémentaires ne permet pas aux familles d'assumer leurs responsabilités et finit par les priver de leurs droits fondamentaux au terme d'un processus d'isolement social. L'estime de soi, la capacité d'autonomie, mais aussi parfois la santé mentale, affective et physique sont alors durablement blessées, au point de mettre les personnes en situation de péril.

En ce sens donc nous estimons que l'ouverture et le maintien de lieux d'accueil et de vie tels que le squat sont une nécessité qui permet de lutter efficacement contre une part de ces phénomènes.

Le squat du 4 bis avenue de la Révolution n'est pas un hébergement d'urgence. C'est un lieu où l'on retrouve le droit fondamental d'habiter. Habiter quelque part ce n'est pas une simple formule, c'est une expérience de vie sensible grâce à laquelle prend corps sa dignité de femme et d'homme libre, à travers les actes simples de la vie quotidienne, dans un espace où prendre son temps pour vivre, est le minimum vital hors duquel l'existence perd son sens.

Car ici l'accès à l'autonomie est rendu possible par un retour au quotidien. S'installer quelque part, aménager son logement, pouvoir se laver, manger, et dormir au rythme que nécessite sa famille, créer des liens de voisinage, c'est toute la différence entre habiter quelque part et être hébergé.

Ce sont ces conditions d'habitation, parce qu'elles créent une communauté d'habitant-e-s, qui permettent de s'organiser pour prendre des décisions collectives et ainsi devenir visibles pour faire valoir ses droits administratifs ou être soigné.

Vivre ainsi dans un groupe qui s'organise, c'est se responsabiliser par rapport à celui-ci, et trouver une voie d'émancipation.

Malgré cela l'inquiétude demeure chez les habitant-e-s, car une occupation est par essence un contexte tendu. Ainsi le squat du 4 bis avenue de la Révolution est maintenant menacé d'expulsion et les efforts de ce groupe d'habitant-e-s risquent d'être dissouts.

Mais il faut bien définir cette pression : les conditions d'accès à la régularisation mais aussi les consignes d'expulsion des lieux de vie sont des choix politiques massifs au niveau européen et national.

L'Europe et ses nations, après avoir participé avidement par leurs politiques coloniales, post-coloniales et économiques, aux troubles qui ont causé l'exil de ces populations refusent maintenant d'en assumer les conséquences en les accueillant dignement. Il-elle-s sont concentré-e-s par dizaines de milliers à nos portes dans des conditions que nous n'accepterions peut être pas ici pour des animaux ; renvoyés massivement vers des pays dictatoriaux à qui l'Europe sous-traite sa tranquillité, puis oublié-e-s, invisibilisé-e-s ou criminalisé-e-s dans nos rues.

Ce sont les conditions de l'accueil et de l'hébergement d'urgence qui conduisent les personnes à s'installer dans des squats. Ainsi il ne s'agit pas seulement de précarité mais d'une véritable adversité politique qui frappe les exilé-e-s de manière massive et historique.

Alors ne confondons pas la répartition des responsabilités. Quand des membres des populations européennes s'organisent avec les exilé-e-s pour agir dignement, ces personnes assument ensemble à leur échelle le courage qui manque aux dirigeant-e-s politiques trop occupé-e-s à amadouer l'extrême droite pour se faire réélire.



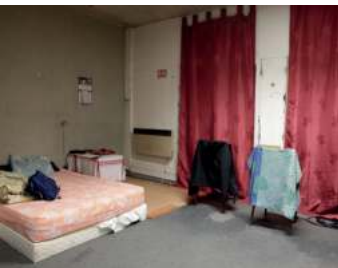
“ Quand je suis arrivée là, je me suis sentie vraiment comme si j'étais dans une maison, ou même dans un château, ou tu peux faire ce que tu veux, parce que l'essentiel c'est que je vois mes enfants, ils parlent, ils mangent comme ils veulent, ils sont libres de se réveiller ou bien de dormir quand ils veulent. Moi aussi je me suis sentie plus à l'aise parce que chez les gens où j'étais, j'étais obligée de faire les tâches ménagères. En échange de l'hébergement j'étais obligée de faire des trucs, alors que là je ne suis pas obligée de servir n'importe qui. ”

“ Et c'est juste le contrat, 3 mois, ou 6 mois... Et j'avais toujours peur qu'au bout de 3 mois ou 6 mois ou 1 an on me dise, allez, à la route...”

“ Et en plus il y en a pas mal qui ont des drames dans leur vie, eux aussi..., vous savez. Moi je suis leur ami, je viens des fois on joue aux dominos, on discute, ça fait du bien au moral. Parce que si ils sont tous seuls, et en plus avec ce qu'on vit avec le corona virus ce sera beaucoup plus difficile. ”

“ On veut être régularisé pour être indépendants ”

“ D'abord ils sont tous ensemble, l'endroit est plus près de la préfecture parce qu'ils n'ont pas de carte de bus. En plus ils s'aident les uns les autres pour les papiers, y'en a qui parlent mieux le français que d'autres et ils s'entraident. ”



Activités au squat

- La cantine solidaire ouverte à tou-te-s { à prix libre tous les mercredis soirs au squat à partir de 19h30 }
- Un atelier de couture
- Un jardin potager hors-sol collectif
- Des cours de français pour les habitant-e-s
- Des permanences de l'équipe mobile psychiatrie et précarité
- Un groupe d'animation pour les enfants
- Des permanences de soutien administratif

Et aussi

si le collectif d'habitant-e-s n'est pas dissout par une expulsion

- Une friperie ?
- Un atelier de mécanique vélo et auto ?
- Un café ?
- Une conserverie ?
- Une bibliothèque ?
- Une troupe de théâtre ?
- Des cours d'anglais et d'arabe ?

“ Ici ils sont ensemble, ils font des activités ensemble, ils apprennent la langue. Ce n'est pas un miracle d'être ici. Parce que quand ils sont arrivés au squat, c'était une catastrophe, avec des poubelles, des... , ils ont nettoyé, ils ont fait comme chez eux, pour pouvoir habiter. Dans un endroit, si on reste même une nuit on a envie de nettoyer pour se sentir un peu mieux. ”

“ C'est simple, c'est très facile de vivre ici, on n'est pas gênés, on est dans l'harmonie entre nous. ”

“ Libre de dormir ! ”

“ Quand j'étais au foyer je sortais juste pour acheter quelque chose et je rentrais. Je n'avais pas le droit de rien faire. Il fallait toujours signer, signer pour entrer, signer pour sortir. ”

“ J'habite au squat parce que j'ai trouvé là la liberté. Avec les femmes c'est comme la famille. J'ai trouvé une famille au squat, c'est beau. Je peux sortir, tout ça, le matin, l'après-midi, le soir, c'est la liberté, là c'est la liberté. J'ai trouvé au squat comme... c'est difficile à expliquer mais... la liberté, au squat c'est la liberté. ”

“ On est chez nous ! ”



Nous sommes à la recherche de terres cultivables à la campagne que l'on nous mettrait à disposition afin de pouvoir continuer nos activités autour du jardin et de la conserverie.

Pour nous contacter : cantoche@riseup.net

Les photographies ont été prises dans les logements des habitant-e-s du squat du 4 bis avenue de la Révolution
Limoges, le 16 septembre 2020



L'atelier couture du squat récupère toujours des tissus et peut également prendre vos commandes : masques, sacs, tabliers, ...

Contact : ateliercouturedu4bis@gmail.com